

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION DE CABINET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail  
\*\*\*\*\*

15 NOV 2024

## **RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2024**

## INTRODUCTION

La politique budgétaire orientée sur la recherche de l'efficacité et de la transparence dans la gestion des finances publiques se traduit à travers la publication trimestrielle du rapport d'exécution budgétaire qui retrace les recettes et les dépenses de l'Etat.

Ceci met à la disposition des acteurs de la vie nationale, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'au public des informations utiles sur la gestion des finances publiques en Centrafrique.

Ce rapport rappelle dans un premier temps le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, ensuite fait une analyse de l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

### I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2024

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, soumis à l'examen du Conseil des Ministres, est élaboré dans un contexte marqué par :

#### a) Au plan national

- Une situation macroéconomique précaire, malgré la stabilisation en cours ;
- Des difficultés persistantes d'approvisionnement en produits pétroliers qui n'ont pas permis le rebond de croissance économique attendu en 2023 ;
- La poursuite des discussions avec les partenaires au développement ;
- La mise en œuvre progressive de certaines recommandations du séminaire gouvernemental du mois d'août 2022 en vue de mobiliser davantage les ressources domestiques.

#### b) A l'international

- Les tensions géopolitiques latentes ont fini par entraîner le déclenchement d'une crise humanitaire coûteuse relative à la guerre en Ukraine.
- Les dégâts économiques entraînés par ce conflit, contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale et alimenteront l'inflation.
- Les prix des combustibles et des denrées alimentaires ont déjà augmenté en touchant les couches vulnérables de la population des pays à faible revenu.

#### i) L'environnement économique international en 2023 et les perspectives en 2024

Selon les prévisions de référence du FMI, la croissance mondiale va ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024, soit bien moins que la moyenne historique (2000–19) de 3,8 %.

Le monde multipolaire court le risque de ralentissement de la croissance dans les trois principales économies du monde, à savoir : les Etats-Unis, la Chine et la zone euro.

*Aux États-Unis*, la croissance devrait ralentir, passant de 2,1% en 2022 et 2023, à 1,5% en 2024.

**En Chine**, les prévisions restent inchangées à 5,0 % pour 2023 et 4,2 % pour 2024, mais avec un changement de composition : la croissance de la consommation a évolué globalement conformément aux Perspectives Economiques Mondiales du mois d'octobre 2023.

**Dans la zone euro**, les prévisions restent globalement inchangées et la croissance devrait chuter de 3,3% en 2022 à 0,7% en 2023 avant de remonter à 1,2% en 2024.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait baisser à 3,3% en 2023 avant de remonter à son niveau de 2022 à 4,0% en 2024.

**Pour les économies émergentes et en développement**, la croissance devrait être globalement stable à 4,0 % en 2023 et en 2024. Cette moyenne stable masque toutefois des divergences, avec environ 61% des économies de ce groupe qui connaîtront une croissance plus rapide en 2023 et le reste, y compris les pays à faible revenu.

**Dans la zone CEMAC**, les données recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière un relatif affermissement de la reprise des économies de la CEMAC, en dépit des incertitudes persistantes liées à la COVID-19 et les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie. L'activité économique suit néanmoins une tendance de l'évolution favorable grâce aux divers facteurs que sont : (i) la bonne tenue des cours du pétrole, (ii) une solidité de l'activité minière dans les pays producteurs, et (iii) des services consolidant leur trend haussier, notamment pour les branches hôtellerie, transports et les communications etc. En référence aux éléments ci-évoqués, le taux de croissance de l'activité dans la CEMAC, de 3,2% à fin 2022, et projeté à 2,5% à fin 2023, devrait se hisser autour de 2,9% en 2024.

## ii) L'environnement économique national

**Sur le plan national**, l'économie centrafricaine se relève progressivement de la crise des hydrocarbures qui a débuté en avril 2022, avec pour corollaire un affaissement de l'activité économique, une détérioration des finances de l'Etat, et une poussée inflationniste. Les efforts du Gouvernement, appuyés par le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI, ont permis d'amorcer un processus de stabilisation qui conduirait graduellement à une accélération de l'activité économique en 2024, avec une croissance économique projetée à 1,5 % contre 1% en 2023. L'inflation quant à elle passerait de 6,5 % en 2023 à 2,7% en 2024.

## I. GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DU BUDGET 2024

La politique de gestion des finances publiques, traduit dans le Document du cadre budgétaire à moyen terme (2024-2026), vise la poursuite de la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses. Elle met en évidence les priorités relatives à la maîtrise des charges de fonctionnement et la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public, *By*

afin de dégager des marges budgétaires au profit des investissements structurants, des dépenses sociales et celles relatives à la défense.

Pour tenir compte de ces priorités dans le budget 2024, le Gouvernement a donné des orientations et mesures à prendre en compte en vue de répondre efficacement aux besoins des populations.

Ces priorités s'articulent autour des mesures fiscales et des orientations budgétaires suivantes :

#### **En matière des dispositions fiscales :**

- **La mise à jour des dispositions du Code général des impôts (CGI) relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** au regard de la Directive n°11/22-CEMAC-UEAC-010A-CM-38 du 11 novembre 2022 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de TVA sur :
  - l'élargissement de l'assiette pour renforcer les recettes intérieures ;
  - l'amélioration de la neutralité économique de la TVA ;
  - la modernisation du mécanisme de la TVA.
- **La délocalisation de la pénalité au taux de 10%** pour plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de cette sanction prévue à l'article 344 du C.G.I ;
- **L'introduction du Livre des procédures fiscales** en vue d'une meilleure appropriation des bonnes pratiques fiscales. En effet, les dispositions relatives aux diverses procédures en matière fiscale sont dispersées dans le Code Général des Impôts et rattachées à chaque nature d'impôt et taxe.

#### **En matière des dispositions douanières :**

Les mesures proposées portent sur :

- L'application du taux réduit de TVA (5%) ;
- L'application de 50% du fret aérien sur les produits importés par voie aérienne ;
- L'élargissement de l'exclusion de l'exonération sur certains produits de premières nécessités (Riz et farines) ; et
- Le dédouanement des logiciels aux taux du Tarif Extérieur Commun (TEC).

#### **En matière des dispositions des ressources et de charges :**

- Une disposition relative à l'action récursoire a été proposée. En effet, l'Etat peut engager l'action récursoire contre un agent public et une institution lorsque la responsabilité de celle-ci se trouve engagée.
- Au titre des **dispositions relatives aux abattements sur salaires** le projet de cette loi a prévu la levée progressive de la mesure en réduisant les taux passant de 10% à 5%.
- En ce qui concerne les **dispositions relatives aux frais des missions à l'extérieur**, les dispositions de l'Article 10 de la Loi n°13.004 du 21 novembre 2013, relatives aux montants de l'indemnité forfaitaire des frais de mission à *blx*

l'étranger, ont été revues. Une autre nouveauté concerne le rétablissement des frais de transit.

### En matière des dépenses

La nécessité est de rationaliser les dépenses de l'Etat de façon à garantir le fonctionnement optimal des services publics. A cet effet, les dépenses en infrastructures financées sur ressources propres ainsi que les dépenses à caractère social sont priorisées dans le cadre de l'élaboration de ce projet du budget 2024.

C'est dans ce contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de Loi de Finances 2024 ont été arrêtées.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances 2024 :

**Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi de Finances 2024 (en milliers de francs CFA)**

Libellés	Prévisions LF 2024
<b>Ressources budgétaires</b>	<b>291 840 000</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>160 500 000</b>
Douanes	67 500 000
Impôts	65 500 000
Trésor	27 500 000
<b>Ressources extérieures</b>	<b>131 340 000</b>
Appuis budgétaires	33 200 000
Appuis projets	98 140 000
Dons projets	91 640 000
Emprunts projets	6 500 000
<b>Charges Budgétaires</b>	<b>320 087 889</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>208 215 849</b>
Dépenses de Personnel	96 165 056
Dépenses de Biens et Services	42 958 031
Dépenses de Transferts	50 647 634
Investissement sur ressources propres	18 445 128
<b>Charges Financières</b>	<b>13 732 040</b>
<b>Financement Extérieur</b>	<b>98 140 000</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 28 247 889</b>

Source : LF 2024

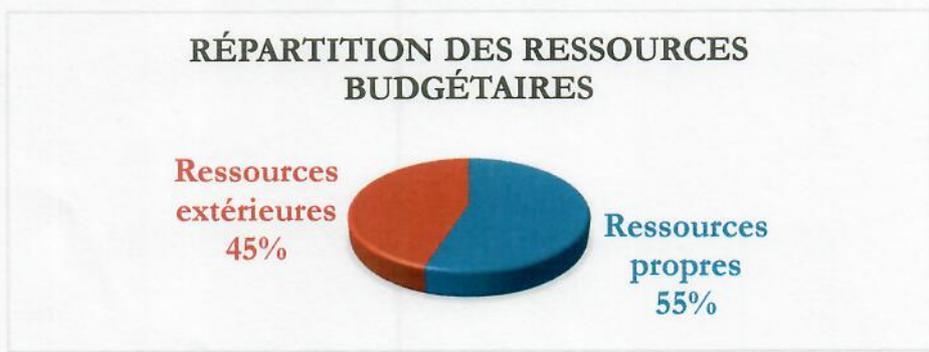
*PR*

**Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi de Finances 2024 (en milliers de francs CFA)**

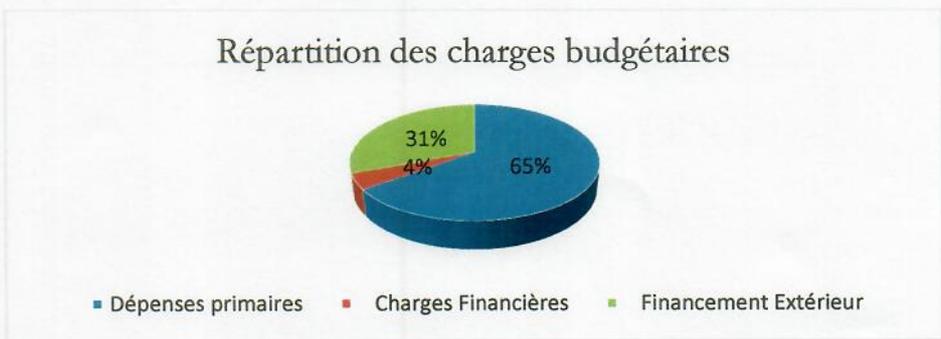
Libellés	Prévisions LF 2024
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>200 000 000</b>
Titres publics	200 000 000
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000
Remboursements dette intérieure	3 573 000
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000
Remboursements Titres publics	28 500 000
<b>Solde de Trésorerie</b>	<b>141 328 000</b>

Source : LF 2024

**Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires**



**Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires**



## II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

### II.1. Les ressources budgétaires

A fin septembre 2024, sur une prévision annuelle de 291,84 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires sont mobilisées à hauteur de 200,66 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (112,93 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (87,72 *BRX*)

milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 68,76%. En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 18,94% a été constatée. Cette hausse se justifie essentiellement par une augmentation des recettes domestiques et des appuis-projets.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires à fin septembre 2024 :

**Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires à fin septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	168 709 002	291 840 000	124 031 193	76 625 236	200 656 429	68,76%
<b>Ressources propres</b>	96 813 000	160 500 000	80 720 000	32 210 999	112 930 999	70,36%
Douanes	38 180 000	67 500 000	26 921 000	12 943 999	39 864 999	59,06%
Impôts	36 619 000	65 500 000	31 852 000	12 005 000	43 857 000	66,96%
Trésor	22 014 000	27 500 000	21 947 000	7 262 000	29 209 000	106,21%
<b>Ressources extérieures</b>	71 896 002	131 340 000	43 311 193	44 414 237	87 725 430	66,79%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	37 807 000	33 200 000	22 090 000	25 892 000	47 982 000	144,52%
Appuis projets	34 089 002	98 140 000	21 221 193	18 522 237	39 743 430	40,50%
<i>Dons projets</i>	33 441 154	91 640 000	21 221 193	18 356 584	39 577 777	43,19%
<i>Emprunts projets</i>	647 848	6 500 000		165 653	165 653	2,55%

**Sources** : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT), MEPCI

### 1) Les ressources propres

A fin septembre 2024, les différentes régies ont mobilisé la somme de 112,93 milliards de francs sur une prévision de 160,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 70,36%, inférieur à la cible visée. En comparaison à la mobilisation de fin septembre 2023, une hausse de 16,65% a été constatée. Cette hausse se justifie par les efforts déployés par toutes les différentes régies.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

#### ➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A fin septembre 2024, la DGDDI a recouvré la somme de 39,86 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 67,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 59,06% inférieur à la cible souhaitée. Il faut noter que ce taux aurait dû être important si les exonérations (partielles) qui s'élèvent à hauteur de 35,53 milliards de francs CFA ont été maîtrisées.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 4,41% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique : *MB*

**Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin Septembre 2024	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	34 975 588	58 649 979	22 312 401	11 099 700	33 412 101	56,97%
<b>Droits de sorties</b>	655 561	895 848	729 555	223 654	953 209	106,40%
<b>Amendes et pénalités</b>	157 171	163 372	1 003 498	347 664	1 351 162	827,05%
<b>Recettes affectées</b>	1 645 208	6 173 564	2 158 250	889 291	3 047 541	49,36%
<b>Autres Recettes</b>	746 472	1 617 237	717 297	383 691	1 100 988	68,08%
<b>TOTAL</b>	<b>38 180 000</b>	<b>67 500 000</b>	<b>26 921 001</b>	<b>12 943 999</b>	<b>39 865 000</b>	<b>59,06%</b>

Sources : DGDDI et DGTCP (PLT)

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Au 30 septembre 2024, sur une prévision de 65,50 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré un montant de 43,86 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 66,96%, inférieur à la cible souhaitée. Il faut souligner que le niveau de recouvrement devait être plus important si les retenues sur salaires étaient comptabilisées sur les performances de la DGID.

En comparaison au niveau de recouvrement au 30 septembre de l'année dernière, une hausse de 17,79% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique à fin septembre 2024 :

**Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation au 30 septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin Septembre 2024	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	32 762 115	57 942 000	27 212 112	11 168 826	38 380 938	66,24%
<b>Recettes non fiscales</b>	3 047 967	5 911 250	3 755 467	635 662	4 391 129	74,28%
<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>		517 750	623 360	90 982	714 342	137,97%
<b>Produits divers et exceptionnels</b>	808 918	1 129 000	261 061	109 530	370 591	32,82%
<b>TOTAL</b>	<b>36 619 000</b>	<b>65 500 000</b>	<b>31 852 000</b>	<b>12 005 000</b>	<b>43 857 000</b>	<b>66,96%</b>

Sources : DGID et DGTCP (PLT)

## ➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

A fin septembre 2024, la DGTCP a mobilisé au total 29,21 milliards de francs CFA sur une prévision de 27,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de plus de 106%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 32,68% a été constatée. Cette hausse s'explique par une augmentation importante des recettes non fiscales.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin septembre 2024 :

**Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin Septembre 2024	Taux réalisation
Recettes non fiscales	10 952 719	21 800 000	14 746 125	4 773 875	19 520 000	89,54%
Produits exceptionnels	7 644 041	500 000	5 401 567	1 892 692	7 294 259	1458,85%
Taxes et Redevances	1 235 849	4 400 000	682 103	416 433	1 098 536	24,97%
Produits financiers	2 181 391	800 000	1 117 205	179 000	1 296 205	162,03%
<b>TOTAL</b>	<b>22 014 000</b>	<b>27 500 000</b>	<b>21 947 000</b>	<b>7 262 000</b>	<b>29 209 000</b>	<b>106,21%</b>

**Source : DGTCP (PLT)**

### 2) Les ressources extérieures

Au 30 septembre 2024, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 87,72 milliards de francs CFA sur une prévision de 131,34 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 66,79%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (47,98 milliards de francs CFA) et des Appuis-projets (39,74 milliards de francs CFA). En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 22,02% a été constatée.

## II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 30 septembre 2024, sur une prévision annuelle de 320,09 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 172,91 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 54,02%.

Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat au 30 septembre 2024 : *CB*

**Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation à fin septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à Fin Septembre 2024	Taux de réalisation
<b>CHARGES BUDGETAIRES</b>	160 146 685	320 087 889	108 926 583	63 979 668	172 906 251	54,02%
Charges Financières	730 569	13 732 040	-	-	-	0,00%
Personnel	69 598 104	96 165 056	46 825 491	24 559 484	71 384 975	74,23%
Biens et Services	22 698 423	42 958 031	12 429 259	10 482 445	22 911 704	53,34%
Transferts et subventions	29 795 277	50 647 634	21 341 499	8 858 928	30 200 427	59,63%
Investissement	37 324 312	116 585 128	28 330 334	20 078 811	48 409 145	41,52%
<i>Sur ressources propres</i>	4 235 310	18 445 128	7 109 141	1 556 574	8 665 715	46,98%
<i>Sur ressources extérieures</i>	33 089 002	98 140 000	21 221 193	18 522 237	39 743 430	40,50%

**Sources : DGB et MEPCI**

## II.2.1) Les dépenses ordinaires

### a) Les charges Financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. A fin septembre 2024, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

### b) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 96,16 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel à fin septembre 2024 s'élèvent à hauteur de 71,38 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 74,23%, proche de la cible souhaitée.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 2,57% a été constatée.

### c) Les dépenses des biens et services

A fin septembre 2024, sur une prévision de 42,96 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 22,91 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,34%. En comparaison à l'exécution à fin septembre de l'année 2023, une légère hausse de 0,94% a été observée.

### d) Les dépenses de transferts

Au 30 septembre 2024, les dépenses de transferts sont exécutées à l'ordre de 30,20 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 50,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,63%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 1,36% a été constatée.

## II.2.2) Les dépenses d'investissement

Au 30 septembre 2024, les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 48,41 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 116,58 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 41,52%. On distingue les dépenses d'investissement sur ressources propres et celles sur ressources extérieures.

Au cours de cette période, les dépenses d'investissement sur ressources propres ont été exécutées à l'ordre de 8,66 milliards de francs CFA sur une prévision de 18,44 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 46,98%.

S'agissant des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles ont été exécutées à hauteur de 39,74 milliards de francs CFA sur une prévision de 98,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,50%.

A titre de comparaison par rapport à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, l'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de 29,70%.

## III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

### III.1. Les ressources de trésorerie

Au cours de l'année 2024, le Gouvernement a prévu de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 200 milliards de francs CFA constituées uniquement de Titres publics (Bon de Trésor) en vue de combler le déficit budgétaire. A fin septembre 2024, le montant de 126,46 milliards de francs CFA a été mobilisé représentant un taux de mobilisation de 63,23%.

### III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 30 septembre 2024, sur une prévision de 58,67 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 109,29 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 186%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Prévisions 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>	<b>79 171 000</b>	<b>30 123 000</b>	<b>109 294 000</b>	186,28%
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000	5 329 000	1 753 000	7 082 000	127,08%
Remboursements dette intérieure	3 573 000	28 606 000		28 606 000	800,62%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000	-			0,00%
Remboursements Titres publics	28 500 000	45 236 000	28 370 000	73 606 000	258,27%

Source : DGTC (PLT)

## IV) ANALYSE DES DEPENSES SPECIFIQUES

### IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1<sup>er</sup> septembre 2024, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 6,10 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

**Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Exécution OP à fin septembre 2023	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux d'exécution
Charges Financières	-	13 732 040			-	0,00%
Biens et services	6 807 689	42 958 031	3 446 822	1 011 665	4 458 487	8,02%
Intervention	729 775	50 647 634	1 360 605	286 366	1 646 971	2,69%
Investissement sur BEC	-	18 445 128			-	0,00%
Autres Dépenses	-				-	
Total	7 537 464	125 782 833	4 807 427	1 298 031	6 105 458	3,82%

Source : DGB

### IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Pour l'année 2024, les secteurs prioritaires du Gouvernement sont la Défense, la Sécurité, les Infrastructures, l'Education et la Santé.

A fin septembre 2024, aucun des secteurs prioritaires n'a atteint un niveau d'exécution satisfaisant. Seul le secteur de la « *Protection sociale* » a dépassé le seuil de 50% atteignant un taux de 56,45%.

Les secteurs de la « *Protection de l'environnement* » et « *Loisirs, culture et culte* » ont dépassé le taux de 40% affichant un niveau d'exécution respectivement de 49,74% et 46,25%.

Il convient de souligner qu'aucun des secteurs prioritaires du Gouvernement n'a atteint un niveau d'exécution de 40% à fin septembre 2024.

**Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision LFI	Engagé	Taux
01	Services généraux des administrations publiques	211 584 591	55 460 194	26,21%
02	Défense	24 087 310	9 204 290	38,21%
03	Ordre et sécurité publics	13 910 241	4 005 662	28,80%
04	Affaires économiques	36 748 443	1 759 176	4,79%
05	Protection de l'environnement	101 000	50 237	49,74%
06	Logements et équipements collectifs	1 567 750	558 867	35,65%
07	Santé	6 459 595	1 745 310	27,02%
08	Loisirs, culture et culte	2 121 057	980 925	46,25%
09	Enseignement	23 284 519	8 720 817	37,45%
10	Protection sociale	232 683	131 354	56,45%
<b>Total général</b>		<b>320 097 188</b>	<b>82 616 832</b>	<b>25,81%</b>

Source : DGB

### IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 107,50 milliards de francs CFA et leur exécution à fin septembre 2024 se chiffre à 40,99 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 38,13%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

#### a) Personnel

Au 30 septembre 2024, l'exécution des dépenses de la charge du personnel s'élève à hauteur de 16,84 milliards de francs CFA sur une prévision de 25,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 64,97%.

#### b) Biens et Services

Pour une prévision globale 12,15 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services du secteur social se chiffre à 5,12 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 42,14%.

### c) Transferts

Au 30 septembre 2024, sur une prévision annuelle de 9,29 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts a atteint le montant de 5,25 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 56,47%.

### d) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux à fin septembre 2024 s'élève à 13,78 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 60,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 22,92%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

**Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales à fin septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Dotation 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux d'exécution
<b>Education</b>	<b>33 677 074</b>	<b>11 421 791</b>	<b>5 500 279</b>	<b>16 922 070</b>	<b>50,25%</b>
Titre II: Personnel	18 360 843	8 102 859	3 771 095	11 873 954	64,67%
Titre III: Biens et Services	4 135 231	1 708 318	411 045	2 119 363	51,25%
Titre IV: Transferts	3 302 000	1 065 618	1 003 937	2 069 555	62,68%
Titre V: Investissements	7 879 000	544 996	314 202	859 198	10,90%
<i>Sur ressources propres</i>	2 029 000	544 996	314 202	859 198	42,35%
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 850 000	-	-	-	0,00%
<b>Santé</b>	<b>23 231 022</b>	<b>7 394 977</b>	<b>3 385 614</b>	<b>10 780 591</b>	<b>46,41%</b>
Titre II: Personnel	5 073 162	2 127 574	1 058 058	3 185 632	62,79%
Titre III: Biens et Services	6 770 342	986 834	1 353 104	2 339 938	34,56%
Titre IV: Transferts	2 917 000	1 164 107	192 633	1 356 740	46,51%
Titre V: Investissements	8 470 518	3 116 462	781 820	3 898 282	46,02%
<i>Sur ressources propres</i>	470 518	60 493	781 820	842 313	179,02%
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 000 000	3 055 969	-	3 055 969	38,20%
<b>Action Humanitaire</b>	<b>2 059 287</b>	<b>244 223</b>	<b>443 620</b>	<b>687 843</b>	<b>33,40%</b>
Titre II: Personnel	270 874	135 099	75 027	210 126	77,57%
Titre III: Biens et Services	132 663	35 942	54 799	90 741	68,40%
Titre IV: Transferts	522 750	73 182	232 876	306 058	58,55%
Titre V: Investissements	1 133 000	-	80 918	80 918	7,14%
<i>Sur ressources propres</i>	133 000	-	-	-	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000	-	80 918	80 918	8,09%
<b>Promotion du Genre</b>	<b>2 043 947</b>	<b>303 545</b>	<b>1 036 395</b>	<b>1 339 940</b>	<b>65,56%</b>
Titre II: Personnel	410 397	185 928	84 950	270 878	66,00%
Titre III: Biens et Services	145 950	31 928	40 272	72 200	49,47%
Titre IV: Transferts	279 600	35 702	42 774	78 476	28,07%
Titre V: Investissements	1 208 000	49 987	868 399	918 386	76,03%
<i>Sur ressources propres</i>	108 000	49 987	30 924	80 911	74,92%

<i>Sur ressources extérieures</i>	1 100 000		837 475	837 475	<b>76,13%</b>
<b>Développement Rural</b>	<b>28 442 107</b>	<b>5 595 361</b>	<b>2 943 353</b>	<b>8 538 714</b>	<b>30,02%</b>
Titre II: Personnel	808 648	384 954	198 809	583 763	47,60%
Titre III: Biens et Services	300 787	36 194	163 094	199 288	12,03%
Titre IV: Transferts	1 853 665	823 125	415 938	1 239 063	44,41%
Titre V: Investissements	25 479 007	4 351 088	2 165 513	6 516 601	17,08%
<i>Sur ressources propres</i>	679 007	371 674	33 434	405 108	54,74%
<i>Sur ressources extérieures</i>	24 800 000	3 979 414	2 132 079	6 111 493	16,05%
<b>Élevage et Santé Animale</b>	<b>773 747</b>	<b>316 375</b>	<b>501 758</b>	<b>818 133</b>	<b>105,74%</b>
Titre II: Personnel	422 843	201 390	100 642	302 032	71,43%
Titre III: Biens et Services	132 025	31 994	18 999	50 993	38,62%
Titre IV: Transferts	142 379	40 000	20 000	60 000	42,14%
Titre V: Investissements	76 500	42 991	362 117	405 108	529,55%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500	42 991	362 117	405 108	529,55%
<i>Sur ressources extérieures</i>			-	-	
<b>Énergie</b>	<b>16 741 832</b>	<b>686 827</b>	<b>877 285</b>	<b>1 564 112</b>	<b>9,34%</b>
Titre II: Personnel	281 482	135 793	62 128	197 921	70,31%
Titre III: Biens et Services	490 950	217 434	12 020	229 454	46,74%
Titre IV: Transferts	134 400	33 600	33 600	67 200	50,00%
Titre V: Investissements	15 835 000	300 000	769 537	1 069 537	6,75%
<i>Sur ressources propres</i>	2 635 000	300 000	450 000	750 000	28,46%
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 200 000		319 537	319 537	
<b>PME-PMI</b>	<b>529 815</b>	<b>238 688</b>	<b>102 338</b>	<b>341 026</b>	<b>64,37%</b>
Titre II: Personnel	292 433	149 323	68 273	217 596	74,41%
Titre III: Biens et Services	41 500	15 870	2 000	17 870	43,06%
Titre IV: Transferts	138 450	37 160	32 065	69 225	50,00%
Titre V: Investissements	57 432	36 335	-	36 335	63,27%
<i>Sur ressources propres</i>	57 432	36 335	-	36 335	63,27%
<i>Sur ressources extérieures</i>	-	-		-	
<b>Total Personnel</b>	<b>25 920 682</b>	<b>11 422 920</b>	<b>5 418 982</b>	<b>16 841 902</b>	<b>64,97%</b>
<b>Total Biens et Services</b>	<b>12 149 448</b>	<b>3 064 514</b>	<b>2 055 334</b>	<b>5 119 848</b>	<b>42,14%</b>
<b>Total Transferts</b>	<b>9 290 244</b>	<b>3 272 494</b>	<b>1 973 822</b>	<b>5 246 316</b>	<b>56,47%</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>60 138 457</b>	<b>8 441 859</b>	<b>5 342 504</b>	<b>13 784 363</b>	<b>22,92%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	6 188 457	1 406 476	1 972 495	3 378 971	54,60%
<i>Sur ressources extérieures</i>	53 950 000	7 035 383	3 370 009	10 405 392	19,29%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>107 498 831</b>	<b>26 201 787</b>	<b>14 790 642</b>	<b>40 992 429</b>	<b>38,13%</b>

Sources : DGB et MEPCI

## V) ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA GESTION BUDGETAIRE.

### V.1. Solde global et solde primaire

Au 30 septembre 2024, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 200,66 milliards de francs CFA et 172,91 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 27,75 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 112,93 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires, elles se chiffrent à hauteur de 133,16 milliards de francs CFA, dégagant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 20,23 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

**Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 30 septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Prévision 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES</b>	<b>291 840 000</b>	<b>124 031 193</b>	<b>76 625 236</b>	<b>200 656 429</b>	<b>68,76%</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>160 500 000</b>	<b>80 720 000</b>	<b>32 210 999</b>	<b>112 930 999</b>	<b>70,36%</b>
Douanes	67 500 000	26 921 000	12 943 999	39 864 999	59,06%
Impôts	65 500 000	31 852 000	12 005 000	43 857 000	66,96%
Trésor	27 500 000	21 947 000	7 262 000	29 209 000	106,21%
<b>Ressources extérieures</b>	<b>131 340 000</b>	<b>43 311 193</b>	<b>44 414 237</b>	<b>87 725 430</b>	<b>66,79%</b>
Appuis budgétaires	33 200 000	22 090 000	25 892 000	47 982 000	144,52%
Appuis projets	98 140 000	21 221 193	18 522 237	39 743 430	40,50%
<i>Dons projets</i>	91 640 000	21 221 193	18 356 584	39 577 777	43,19%
<i>Emprunts projets</i>	6 500 000		165 653	165 653	2,55%
<b>CHARGES</b>	<b>320 087 889</b>	<b>108 926 583</b>	<b>63 979 668</b>	<b>172 906 251</b>	<b>54,02%</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>208 215 849</b>	<b>87 705 390</b>	<b>45 457 431</b>	<b>133 162 821</b>	<b>63,95%</b>
Personnel	96 165 056	46 825 491	24 559 484	71 384 975	74,23%
Biens et Services	42 958 031	12 429 259	10 482 445	22 911 704	53,34%
Transferts et subventions	50 647 634	21 341 499	8 858 928	30 200 427	59,63%
Investissement sur ressources propres	18 445 128	7 109 141	1 556 574	8 665 715	46,98%
Charges Financières	13 732 040		-	-	0,00%
Financements extérieurs	98 140 000	21 221 193	18 522 237	39 743 430	40,50%
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 28 247 889</b>	<b>15 104 610</b>	<b>12 645 568</b>	<b>27 750 178</b>	
<b>Solde primaire</b>	<b>- 47 715 849</b>	<b>- 6 985 390</b>	<b>- 13 246 432</b>	<b>- 20 231 822</b>	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP (PLT), MEPCI

## V.2. Solde de trésorerie

Au 30 septembre 2024, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 126,46 milliards de francs CFA et 109,29 milliards de francs CFA ; ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 17,17 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

**Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin septembre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Prévisions 2024	Réalisations au 1er Semestre 2024	Réalisations au 3e Trimestre 2024	Réalisations à fin septembre 2024	Taux
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>200 000 000</b>	<b>76 824 000</b>	<b>49 638 000</b>	<b>126 462 000</b>	<b>63,23%</b>
Titres publics	200 000 000	76 824 000	49 638 000	126 462 000	63,23%
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>	<b>79 171 000</b>	<b>30 123 000</b>	<b>109 294 000</b>	<b>186,28%</b>
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000	5 329 000	1 753 000	7 082 000	127,08%
Remboursements dette intérieure	3 573 000	28 606 000		28 606 000	800,62%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000	-			0,00%
Remboursements Titres publics	28 500 000	45 236 000	28 370 000	73 606 000	258,27%
<b>Solde de Trésorerie</b>	<b>141 328 000</b>	<b>- 2 347 000</b>	<b>19 515 000</b>	<b>17 168 000</b>	

Source : DGTCP (PLT)

## IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

### 1) Difficultés rencontrées dans l'exécution budgétaire au troisième trimestre 2024

Les principales difficultés qui ont affecté l'exécution budgétaire comprennent :

#### a) Problèmes d'infrastructure et de réseau informatique :

- L'instabilité des infrastructures électriques entraîne des interruptions fréquentes, perturbant le réseau informatique essentiel pour l'utilisation du logiciel de gestion budgétaire et comptable Sim\_ba, limitant ainsi l'efficacité et la régularité des opérations financières.

#### b) Faible mobilisation des recettes domestiques :

- Malgré une hausse comparée à l'année précédente, le taux de recouvrement des recettes demeure en deçà des objectifs, particulièrement pour la Direction Générale des Douanes (59,06%) et la Direction Générale des Impôts (66,96%). Ce faible niveau de mobilisation limite les ressources disponibles pour couvrir les dépenses courantes de l'État.

**c) Dépenses budgétaires sous-exécutées :**

- À fin septembre, les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 50,84% des prévisions annuelles, bien en deçà des objectifs fixés, avec notamment des investissements sur ressources extérieures qui n'ont atteint qu'un taux de réalisation de 30,13%. Cette sous-exécution affecte la mise en œuvre des projets prioritaires pour le développement socio-économique.

**d) Manque de transparence et de suivi sur certaines charges financières :**

- Aucune régularisation des charges financières n'a été effectuée pour cette période, en raison d'un manque d'informations disponibles. Ce manque de transparence limite la visibilité sur les engagements financiers de l'État.

## **2) Perspectives d'amélioration pour le quatrième trimestre 2024**

Afin d'améliorer l'exécution budgétaire et de pallier les difficultés rencontrées, les actions suivantes sont proposées :

**a) Renforcement des infrastructures électriques et informatiques :**

- Investir dans des solutions énergétiques de secours (générateurs ou dispositifs de stockage d'énergie) pour assurer la continuité des activités sur le logiciel Sim\_ba.
- Étendre et stabiliser l'accès au réseau dans les administrations financières pour améliorer la saisie et le suivi en temps réel des opérations budgétaires.

**b) Accélération des réformes fiscal-douanières pour optimiser la collecte des recettes :**

- L'État pourrait envisager des mesures de contrôle renforcé pour réduire les exonérations et collecter davantage de recettes, particulièrement dans les secteurs des douanes et des impôts où les taux de recouvrement restent faibles.
- Promouvoir la mise en œuvre de la révision budgétaire prévue pour ajuster les prévisions et réaligner les priorités selon les ressources réellement mobilisables.

**c) Suivi renforcé des dépenses d'investissement et des charges régaliennes :**

- Établir un mécanisme de suivi trimestriel pour les dépenses d'investissement, afin de remédier aux retards dans l'exécution des projets d'infrastructure prioritaires.
- Rationaliser les dépenses et prioriser les projets socio-économiques (santé, éducation, infrastructures) en fonction de leur niveau de réalisation pour améliorer l'impact global du budget.

**d) Amélioration de la transparence et du suivi des charges financières :**

- Mettre en place un calendrier de régularisation des charges financières, en collaboration avec la Direction Générale du Budget, afin d'assurer une visibilité claire et une meilleure gestion des flux financiers pour le dernier trimestre de l'année.

Ces recommandations visent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire pour le quatrième trimestre 2024 et à renforcer la transparence et l'efficience dans la gestion des finances publiques.



## Annexe 1 : Dépenses du personnel à fin septembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	2 165 874	2 165 874	2 165 874
ASSEMBLEE NATIONALE	147 126	147 126	147 126
PRIMATURE	703 668	703 668	703 668
COUR CONSTITUTIONNELLE	193 211	193 211	193 211
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	89 529	89 529	89 529
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	92 080	92 080	92 080
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	90 622	90 622	90 622
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	137 054	137 054	137 054
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	478	478	478
MINISTERE CHARGE DU SGG	296 916	296 916	296 916
MINISTERE DE LA JUSTICE	2 457 306	2 457 306	2 457 306
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	825 232	825 232	825 232
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 196 836	2 196 836	2 196 836
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	27 876 102	27 876 102	27 876 102
MINISTERE CHARGE DU DDDR	155 608	155 608	155 608
MINISTERE DE L'INTERIEUR	6 478 397	6 478 397	6 478 397
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	3 328 059	3 328 059	3 328 059
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	446 189	446 189	446 189
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	795 128	795 128	795 128
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	193 827	193 827	193 827
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	8 598 013	8 598 013	8 598 013
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 175 932	3 175 932	3 175 932
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	249 410	249 410	249 410
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	368 970	368 970	368 970
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 685 312	2 685 312	2 685 312
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	205 206	205 206	205 206
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	270 879	270 879	270 879
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	269 814	269 814	269 814
MINISTERE DE L'URBANISME	318 227	318 227	318 227
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	306 311	306 311	306 311
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	268 221	268 221	268 221
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	197 922	197 922	197 922
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	215 183	215 183	215 183
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	446 390	446 390	446 390
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	216 537	216 537	216 537
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	583 764	583 764	583 764
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	302 032	302 032	302 032
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	555 322	555 322	555 322
MINISTERE DU TOURISME	330 317	330 317	330 317
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	242 098	242 098	242 098
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>68 475 099</b>	<b>68 475 099</b>	<b>68 475 099</b>

## Annexe 2 : Dépenses des Biens et Services à fin septembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
	Engagé	Ordonné	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	2 998 364	1 807 259	2 051 557
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 070 281	1 977 889	2 459 354
ASSEMBLEE NATIONALE	14 952	14 001	667
PRIMATURE	1 383 953	1 162 840	1 215 254
COUR CONSTITUTIONNELLE	38 682	21 932	13 765
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	13 295	3 547	671
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	2 123	2 123	-
HAUTE COUR DE JUSTICE	16 200	15 325	10 575
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	7 956	-	7 956
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
MINISTERE CHARGE DU SGG	92 546	36 169	10 102
MINISTERE DE LA JUSTICE	248 079	114 616	238 080
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	64 998	60 048	30 201
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	431 802	252 555	152 722
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	3 950 732	1 855 802	3 396 629
MINISTERE CHARGE DU DDDR	56 006	40 072	7 435
MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 415 760	1 557 941	1 583 753
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 728 383	1 305 372	1 037 448
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	124 059	47 158	31 566
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	39 484	30 742	15 180
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	34 812	13 288	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 712 457	1 529 638	1 461 307
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	406 907	182 523	394 694
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	63 658	39 534	9 792
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	423 531	181 118	422 679
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 339 938	1 128 587	2 211 392
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	54 835	30 742	21 349
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	72 200	22 335	44 783
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	34 592	30 427	3 659
MINISTERE DE L'URBANISME	122 008	101 928	67 769
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	24 586	2 048	1 722
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	35 559	28 996	6 426
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	229 454	202 832	96 984
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	72 290	64 306	41 982
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	20 003	12 957	4 418
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	17 870	2 381	625
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	199 288	21 139	5 099
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	50 993	44 619	14 418
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	11 721	4 602	1 559 560
MINISTERE DU TOURISME	89 732	33 940	42 078
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	197 617	176 629	6 620
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 911 704</b>	<b>14 159 959</b>	<b>18 680 271</b>

### Annexe 3 : Dépenses de Transferts à fin septembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	6 896 979	5 219 407	5 648 009
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	81 250	77 500	65 000
ASSEMBLEE NATIONALE	6 457 034	6 457 034	6 457 034
PRIMATURE	835 313	659 063	591 149
COUR CONSTITUTIONNELLE	3 994	-	3 993
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	600 000	600 000	406 042
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	42 750	28 500	32 096
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	93 771	93 771	79 257
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	159 750	159 750	106 500
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 500 000	2 500 000	1 141 666
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	56 250	56 250	56 250
MINISTERE CHARGE DU SGG	-	-	-
MINISTERE DE LA JUSTICE	138 273	138 273	125 052
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	761 250	735 000	708 325
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	191 743	165 000	207 000
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	141 125	118 960	113 434
MINISTERE CHARGE DU DDDR	189 842	122 597	118 250
MINISTERE DE L'INTERIEUR	83 263	80 500	56 500
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	601 275	429 276	457 023
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	622 150	610 900	347 406
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	90 000	90 000	105 000
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	-	-	-
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	420 000	409 574	403 516
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 649 555	1 640 537	1 262 235
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	104 790	104 790	110 915
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	83 701	54 451	83 700
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 356 740	1 330 490	317 702
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	306 058	254 808	247 940
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	78 476	71 728	53 027
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	1 429 960	1 205 188	570 111
MINISTERE DE L'URBANISME	143 269	95 513	90 081
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	30 000	30 000	23 750
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	131 250	87 500	84 099
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	67 200	67 200	67 200
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 518 750	1 468 750	1 481 763
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	118 125	118 125	103 750
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	69 225	37 160	66 677
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	1 239 063	1 226 563	996 250
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	60 000	60 000	34 179
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	488 210	488 210	487 500
MINISTERE DU TOURISME	35 048	35 048	28 524
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	325 000	175 000	148 333
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 200 427</b>	<b>27 302 411</b>	<b>23 486 238</b>

Annexe 4 : Dépenses d'Investissements sur ressources propres à fin septembre 2024

Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	147 081	74 958	50 984
ASSEMBLEE NATIONALE	-	-	
PRIMATURE	476 055	222 235	354 391
COUR CONSTITUTIONNELLE	4 499	4 499	3 308
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	5 900	-	
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-	-	
HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	-	-	
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
MINISTERE CHARGE DU SGG	43 003	1 649	
MINISTERE DE LA JUSTICE	133 833	69 589	27 426
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	62 426	57 476	44 099
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	-	-	
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 771 891	1 747 065	442 600
MINISTERE CHARGE DU DDDR	28 243	7 500	5 169
MINISTERE DE L'INTERIEUR	41 689	9 082	7 633
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 107 994	972 385	492 745
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	86 848	62 499	60 840
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	4 750	4 750	3 991
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	22 117	-	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	591 324	261 998	60 313
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	267 873	217 880	70 610
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	399 096	253 794	75 502
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	208 094	207 499	169 068
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	84 231	43 499	46 634
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	-	-	
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	80 911	24 995	27 940
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	692 155	453 136	138 996
MINISTERE DE L'URBANISME	37 997	35 999	30 251
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	156 932	34 984	11 980
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	-	-	
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	750 000	650 000	364 117
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 998	4 998	4 200
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	18 259	8 961	4 620
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	36 336	-	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	405 108	282 599	220 660
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	38 492	24 995	17 602
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	479 194	476 150	462 805
MINISTERE DU TOURISME	186 882	74 536	44 257
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	291 503	236 148	85 536
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 665 715</b>	<b>6 525 860</b>	<b>3 328 277</b>

Exécution Budgétaire à fin septembre 2024

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	32 577 040				2 998 364	1 807 259	2 051 557	6 896 979	5 219 407	5 648 009				9 895 342	7 026 665	7 699 566
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	9 867 213	2 165 874	2 165 874	2 165 874	3 070 281	1 977 889	2 459 354	81 250	77 500	65 000	147 081	74 958	50 984	5 464 486	4 296 221	4 741 212
ASSEMBLÉE NATIONALE	9 376 886	147 126	147 126	147 126	14 952	14 001	667	6 457 034	6 457 034	6 457 034	-	-	-	6 619 111	6 618 161	6 604 827
PRIMATURE	5 729 321	703 668	703 668	703 668	1 383 953	1 162 840	1 215 254	835 313	659 063	591 149	476 055	222 235	354 391	3 398 989	2 747 806	2 864 462
COUR CONSTITUTIONNELLE	600 152	193 211	193 211	193 211	38 682	21 932	13 765	3 994	-	3 993	4 499	4 499	3 308	240 386	219 642	214 277
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	732 962	89 529	89 529	89 529	-	-	-	600 000	600 000	406 042	-	-	-	689 529	689 529	495 571
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	257 874	92 080	92 080	92 080	13 295	3 547	671	42 750	28 500	32 096	5 900	-	-	154 025	124 127	124 847
CONSEIL NATIONAL DE MÉDIATION	273 439	90 622	90 622	90 622	2 123	2 123	-	93 771	93 771	79 257	-	-	-	186 516	186 516	169 879
HAUTE COUR DE JUSTICE	31 400	-	-	-	16 200	15 325	10 575	-	-	-	-	-	-	16 200	15 325	10 575
HAUTE AUTORITÉ CHARGÉE DE LA BONNE GOUVERNANCE	452 324	137 054	137 054	137 054	7 956	-	7 956	159 750	159 750	106 500	-	-	-	304 760	296 804	251 510
AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS	2 700 000	478	478	478	-	-	-	2 500 000	2 500 000	1 141 666	-	-	-	2 500 478	2 500 478	1 142 144
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	75 000	-	-	-	-	-	-	56 250	56 250	56 250	-	-	-	-	56 250	-
MINISTÈRE CHARGÉ DU SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	832 302	296 916	296 916	296 916	92 546	36 169	10 102	-	-	-	43 003	1 649	-	432 465	334 734	307 018
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	4 682 730	2 457 306	2 457 306	2 457 306	248 079	114 616	238 080	138 273	125 052	133 833	69 589	27 426	2 977 490	2 779 783	2 847 864	
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	4 978 748	825 232	825 232	825 232	64 998	60 048	30 201	761 250	735 000	708 325	62 426	57 476	44 099	1 713 907	1 677 757	1 607 857
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	4 400 003	2 196 836	2 196 836	2 196 836	431 802	252 555	152 722	191 743	165 000	207 000	-	-	-	2 820 380	2 614 391	2 556 558
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	42 237 440	27 876 102	27 876 102	27 876 102	3 950 732	1 855 802	3 396 629	141 125	118 960	113 434	1 771 891	1 747 065	442 600	33 739 850	31 597 929	31 828 765
MINISTÈRE CHARGÉ DU DDRR	697 147	155 608	155 608	155 608	56 006	40 072	7 435	189 842	122 597	118 250	28 243	7 500	5 169	429 699	325 776	286 462
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	13 938 257	6 478 397	6 478 397	6 478 397	2 415 760	1 557 941	1 583 753	83 263	80 500	56 500	41 689	9 082	7 633	9 019 109	8 125 919	8 126 283
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET	14 539 986	3 328 059	3 328 059	3 328 059	1 728 383	1 305 372	1 037 448	601 275	429 276	457 023	1 107 994	972 385	492 745	6 765 711	6 035 091	5 315 275
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION	18 859 457	446 189	446 189	446 189	124 059	47 158	31 566	622 150	610 900	347 406	86 848	62 499	60 840	1 279 246	1 166 746	886 001
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	879 897	795 128	795 128	795 128	39 484	30 742	15 180	90 000	90 000	105 000	4 750	4 750	3 991	929 362	920 620	919 299
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	615 133	193 827	193 827	193 827	34 812	13 288	-	-	-	-	22 117	-	-	250 756	227 114	193 827
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	23 847 038	8 598 013	8 598 013	8 598 013	1 712 457	1 529 638	1 461 307	420 000	409 574	403 516	591 324	261 998	60 313	11 321 794	10 799 223	10 523 149
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	9 830 035	3 175 932	3 175 932	3 175 932	406 907	182 523	394 694	1 649 555	1 640 537	1 262 235	267 873	217 880	70 610	5 500 267	5 216 872	4 903 471
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS	1 253 909	249 410	249 410	249 410	63 658	39 534	9 792	104 790	104 790	110 915	399 096	253 794	75 502	816 954	647 329	445 619
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 784 119	368 970	368 970	368 970	423 531	181 118	422 679	83 701	54 451	83 700	208 094	207 499	169 068	1 084 295	812 037	1 044 417
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION	23 231 022	2 685 312	2 685 312	2 685 312	2 339 938	1 128 587	2 211 392	1 356 740	1 330 490	317 702	84 231	43 499	46 634	6 466 221	5 187 889	5 261 040
MINISTÈRE DE L'ACTION HUMANITAIRE	2 059 287	205 206	205 206	205 206	54 835	30 742	21 349	306 058	254 808	247 940	-	-	-	566 099	490 756	474 495
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU GENRE	2 043 947	270 879	270 879	270 879	72 200	22 335	44 783	78 476	71 728	53 027	80 911	24 995	27 940	502 465	389 936	396 629
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	22 414 366	269 814	269 814	269 814	34 592	30 427	3 659	1 429 960	1 205 188	570 111	692 155	453 136	138 996	2 426 521	1 958 565	982 580
MINISTÈRE DE L'URBANISME	1 285 279	318 227	318 227	318 227	122 008	101 928	67 769	143 269	95 513	90 081	37 997	35 999	30 251	621 500	551 666	506 328
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	821 164	306 311	306 311	306 311	24 586	2 048	1 722	30 000	30 000	23 750	156 932	34 984	11 980	517 829	373 343	343 763
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE	1 604 237	268 221	268 221	268 221	35 559	28 996	6 426	131 250	87 500	84 099	-	-	-	435 030	384 717	358 746
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	16 741 832	197 922	197 922	197 922	229 454	202 832	96 984	67 200	67 200	67 200	750 000	650 000	364 117	1 244 576	1 117 954	726 223
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES POSTES	4 517 731	215 183	215 183	215 183	72 290	64 306	41 982	1 518 750	1 468 750	1 481 763	4 998	4 998	4 200	1 811 221	1 753 238	1 743 128
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	838 565	446 390	446 390	446 390	20 003	12 957	4 418	118 125	118 125	103 750	18 259	8 961	4 620	602 777	586 432	559 178
MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	529 815	216 537	216 537	216 537	17 870	2 381	625	69 225	37 160	66 677	36 336	-	-	339 968	256 077	283 839
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL	28 442 107	583 764	583 764	583 764	199 288	21 139	5 099	1 239 063	1 236 563	996 250	405 108	282 599	220 660	2 427 221	2 114 064	1 805 773
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA SANTÉ ANIMALE	773 747	302 032	302 032	302 032	50 993	44 619	14 418	60 000	60 000	34 179	38 492	24 995	17 602	451 518	431 646	368 231
MINISTÈRE DES EAUX, FORÊTS, CHASSE ET PÊCHE	3 525 497	555 322	555 322	555 322	11 721	4 602	1 559 560	488 210	488 210	487 500	479 194	476 150	462 805	1 534 447	1 524 284	3 065 187
MINISTÈRE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 078 073	330 317	330 317	330 317	89 732	33 940	42 078	35 048	35 048	28 524	186 882	74 536	44 257	641 979	473 841	445 176
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	4 131 407	242 098	242 098	242 098	197 617	176 629	6 620	325 000	175 000	148 333	291 503	236 148	85 536	1 056 218	829 876	482 587
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>320 087 888</b>	<b>68 475 099</b>	<b>68 475 099</b>	<b>68 475 099</b>	<b>22 911 704</b>	<b>14 159 959</b>	<b>18 680 271</b>	<b>30 200 427</b>	<b>27 302 411</b>	<b>23 486 238</b>	<b>8 665 715</b>	<b>6 525 860</b>	<b>3 328 277</b>	<b>130 196 695</b>	<b>116 463 328</b>	<b>113 913 635</b>

BS